



Six d'acteurs palestiniens des droits de l'homme piratés par le logiciel espion Pegasus du Groupe NSO

## Description

D'acteurs de Première Ligne (Front Line Defenders), le 8 novembre 2021



Le 19 octobre 2021, le ministre israélien de la Défense, Benny Gantz, a annoncé la désignation de six organisations de premier plan de la société civile palestinienne en Cisjordanie occupée en tant qu'« organisations terroristes » selon la Loi israélienne de 2016 sur l'antiterrorisme. Les six associations désignées sont Addameer, Al-Haq, Défense des Enfants à Palestine, l'Union des Comités du Travail Agricole, le Centre Bisan pour la Recherche et le Développement, et l'Union des Comités de Femmes Palestiniennes.

Le but de cette démarche est non seulement de criminaliser ces organisations, mais aussi de couper court   leur financement et autres formes de soutien fournis par leurs partenaires et supporters internationaux. Défenseurs de Première Ligne condamne la tentative d Isra l de criminaliser le soutien apporté   des défenseurs très respectés et depuis longtemps au service des droits de l homme et   leurs organisations, comme ils l ont déjà fait quand d autres mesures similaires ont été prises dans des pays comme la Russie, l gypte et le Nicaragua.

Alors que cette dernière démarche du gouvernement d Isra l fait partie d une tendance alarmante destinée   essayer de faire cesser le travail des organisations de défense des droits de l homme et des défenseurs des droits de l homme, le calendrier et la méthode de la désignation suggèrent qu il s agit aussi d une démarche pour légitimer la surveillance et l infiltration des équipements des défenseurs palestiniens des droits de l homme en utilisant le logiciel espion Pegasus, comme l a découvert une enquête scientifique de Défenseurs de Première Ligne (voir l ch ancier ci-dessous).

Le 15 octobre 2021, Défenseurs de Première Ligne a été contact  par Al-Haq, organisation palestinienne de défense des droits de l homme,   propos de l  quipement d un membre de son personnel vivant   Jérusalem suspecté d tre infecté par un logiciel espion. Défenseurs de Première Ligne a immédiatement mené une enquête technique et   découvert que l appareil avait été infecté en juillet 2020 par un logiciel espion vendu par le Groupe NSO installé en Israël. Défenseurs de Première Ligne a commencé   enquêter sur d autres appareils appartenant   des membres des 6 organisations de la société civile palestinienne désignées et a découvert que cinq autres appareils avaient été piratés par le même logiciel espion. Défenseurs de Première Ligne a partagé les données collectées sur les téléphones avec [Citizen Lab](#) et [Amnesty International's Security Lab](#) pour un examen collégial indépendant. Tous deux ont confirmé, avec un degré de confiance très élevé, la conclusion de Défenseurs de Première Ligne disant que les téléphones avaient été piratés par Pegasus.

## Chronologie

| Date          | Action   |
|---------------|--|
| 16<br>Octobre | Les Défenseurs de Première Ligne contact s par Al-Haq concernant des soupçons   propos du piratage de téléphones   |
| 16<br>Octobre | Le Coordinateur de Protection Numérique (CPN) des Défenseurs de Première Ligne Mohammad Al-Maskati entame une enquête technique sur le premier dispositif et découvre des indices du logiciel espion Pegasus |
| 16<br>Octobre | Défenseurs de Première Ligne partage des données issues de journaux avec Citizen Lab pour confirmer les découvertes  |
| 17<br>Octobre | Le CPN de Défenseurs de Première Ligne rencontre les représentants des 6 organisations désignées pour les informer de l infiltration par Pegasus et demander des dispositifs supplémentaires pour enquêter   |

- 18  
Octobre Le DDH Salah Hamouri, dont le téléphone est l'un des six qui ont été infiltrés par Pegasus, a été informé de la décision du ministre israélien de convoquer sa résidence permanente à Jérusalem et de le déplacer en se fondant sur sa prétendue « rupture d'allégeance avec l'État d'Israël ».
- 19  
Octobre Le ministre israélien de la Défense, Benny Gantz, [émet un ordre exécutif](#) qui désigne les 6 organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme en tant que « terroristes » à la désignation N°371-376
- 24  
Octobre Défenseurs de Première Ligne partage des données issues de journaux avec Citizen Lab pour confirmer ses découvertes
- 25  
Octobre Défenseurs de Première Ligne partage des données issues de journaux avec Citizen Lab pour confirmer ses découvertes
- 26  
Octobre Défenseurs de Première Ligne partage des données issues de journaux avec Citizen Lab pour confirmer ses découvertes
- 29  
Octobre Défenseurs de Première Ligne confirme l'infection des 6 appareils
- 29  
Octobre Défenseurs de Première Ligne partage des données issues de journaux et de dossiers sortis de la sauvegarde des téléphones avec le Laboratoire de Sécurité d'Amnesty International pour confirmer ses découvertes
- 1  
Novembre Haaretz [rapporte](#) que les 6 organisations restent légales en Cisjordanie malgré l'ordre exécutif du ministre et que « Pour qu'une organisation soit déclarée association non autorisée en Cisjordanie, le commandant du Commandement Central des FDI doit émettre un ordre, mais le bureau a dit qu'aucun ordre de ce genre n'avait été émis » et que « des sources du Bureau du Procureur de l'État avaient déclaré admis qu'elles n'avaient pas l'intention de mettre en accusation les organisations et leurs membres ».
- 2  
Novembre Le ministre irlandais des Affaires Étrangères, Simon Coveney, confirme dans [une interview](#) avec le Jérusalem Post que l'Irlande et l'Union Européenne « n'ont acquis aucune preuve crédible du gouvernement israélien pour lier les ONG au terrorisme ».
- 3  
Novembre Le Département américain du Commerce [place le Groupe NSO](#) sur la liste des entités interdites, interdisant à la société d'acheter des pièces et des composants aux sociétés américaines sans une licence spéciale.
- 4  
Novembre [+972 Magazine](#) et [The Intercept](#) rapportent qu'Israël espionne qu'un document classifié de 74 pages du Shin Bet<sup>1</sup>, que les deux organes de presse avaient obtenu, convaincraient les gouvernements européens de cesser de financer les associations palestiniennes de défense des droits de l'homme, mais que cela avait échoué à cause d'un manque de « preuves concrètes ». Ces documents reposent sur un témoignage discrédité obtenu par la torture sommaire de deux anciens employés du Comité de Travail sur la Santé<sup>2</sup>.

---

## Enquête & Information Technique

Défenseurs de Première Ligne a examiné 75 iPhones et découvert que 6 appareils avaient été piratés par le logiciel espion Pegasus du Groupe NSO. Citizen Lab et le Labo de Sécurité d'Amnesty International ont confirmé l'analyse de DPL. Trois victimes ont consenti à être identifiées (dans la liste ci-dessous) et trois ont souhaité rester anonymes :

1. [Ghassan Halaika](#) : enquêteur de terrain et défenseur des droits de l'homme qui travaille pour [Al-Haq](#)
2. [Ubai Al-Aboudi](#) : directeur exécutif du [Centre Bisan pour la Recherche et le Développement](#), Ubai Al-Aboudi a la citoyenneté américaine
3. [Salah Hammouri](#) : avocat et enquêteur de terrain chez [Addameer, association de Soutien aux Prisonniers et aux Droits de l'Homme](#) qui vit à Jérusalem. Le 18 octobre 2021, le défenseur des droits de l'homme et avocat Salah Hammouri a [fait un avis](#) de la décision du ministre de l'Intérieur de révoquer sa résidence permanente à Jérusalem et de le porter en se fondant sur sa prétendue « rupture d'allégeance à Israël ». Salah Hammouri est un citoyen français.

L'enquête menée par DPL comprenait :

\* Une analyse des dispositifs de l'iPhone des 6 organisations de défense des droits de l'homme et des défenseurs des droits de l'homme de ces organisations.

\* DPL a partagé les données de ses analyses, dont les découvertes impliquant le logiciel espion Pegasus, avec Citizen Lab et le Labo de Sécurité d'Amnesty International, qui ont l'un et l'autre confirmé les découvertes de DPL.

DPL a trouvé des traces des appellations des processus associés au logiciel espion Pegasus du Groupe NSO sur les iPhones appartenant aux six défenseurs des droits de l'homme :

1. L'iPhone de [Ghassan Halaika](#) présentait des traces du processus de Pegasus **smmsgingd** en juillet 2020.
2. Le téléphone de [Ubai Al-Aboudi](#) présentait des traces des processus de Pegasus **MobileSMSd**, **CommsCentrRootH[!]** et **otpgrefd** en février 2021.
3. Le téléphone de [Salah Hammouri](#) présentait des traces des processus de Pegasus **ctrlfs** et **xpccfd** en avril 2021.
4. Le téléphone du Défenseur des Droits de l'Homme N°4 présentait des traces du processus de Pegasus **bundpwr** en avril 2021.
5. Le téléphone du Défenseur des Droits de l'Homme N°5 présentait des traces des processus de Pegasus **launchrexd**, **gssdp**, **launchafd**, **com.apple.Mappit**, **cfprefssd**, **libtouchregd**, **ABSCarrylog** et **contextstoremgrd** en février et avril 2021.

6. Le téléphone du Défenseur des Droits de l'Homme présentait des traces du proc de Pegasus **accountpfd** en novembre 2020.

Le Labo de Sécurité d'Amnesty International a publié une recherche qui [attribuait](#) ces appellations de proc au logiciel espion Pegasus du Groupe NSO. [Citizen Lab](#) a déterminé que certains de ces proc étaient les mêmes que ceux utilisés contre d'autres défenseurs des droits de l'homme et des journalistes dans d'autres pays.

Lorsque [Pegasus](#) est installé sur le téléphone de quelqu'un, un agresseur a un accès total aux messages du téléphone, aux courriels, médias, microphone, caméra, mots de passe, appels vocaux sur les applis de la messagerie, données de localisation, appels et contacts. Le logiciel espion a également la possibilité de mettre en marche la caméra et le microphone du téléphone, et d'espionner les appels et activités d'un individu. Et ainsi, le logiciel espion permet non seulement de surveiller la cible, mais aussi quiconque entre en contact avec elle via cet appareil. Ceci veut dire que, en plus de cibler les Palestiniens, y compris ceux ayant une double nationalité, les non-Palestiniens (dont des nationaux et diplomates étrangers) avec lesquels ces victimes ont été en contact, dont des citoyens israéliens, peuvent eux aussi avoir été soumis à cette surveillance qui, lorsqu'il s'agit de ses citoyens, équivaudrait à une violation de la loi israélienne.

En juillet 2021, [une enquête mondiale](#) menée par le Washington Post, le Guardian, Le Monde et d'autres organes de presse a rapporté que le logiciel espion Pegasus avait servi à contrôler des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes et des politiques à travers le monde. Le Groupe NSO a démenti les rapports selon lesquels le logiciel espion Pegasus était utilisé pour la surveillance de masse des défenseurs des droits de l'homme ; selon cette société, Pegasus n'est prévu que pour servir aux agences de renseignement du gouvernement et de lutte contre le terrorisme et le crime. En tant que telle, la désignation de ces organisations par Israël en tant que terroristes après que Pegasus ait été détecté, mais quelques jours seulement avant la publication de cette enquête, apparaît clairement comme une démarche pour couvrir ses actions et [détourner toute preuve](#) qui discréditerait ces organisations.

### **Désignation à terroristes & Preuve Discréditée**

La désignation à terroristes lancée contre ces organisations pourrait permettre aux autorités israéliennes de fermer leurs bureaux, saisir leurs actifs, y compris les comptes bancaires, arrêter et emprisonner les membres de leur équipe, interférer dans leur financement international et les relations avec leurs donateurs et entraver leurs démarches pour surveiller et renseigner sur les violations exercées par le gouvernement israélien. En plus de l'impact sur ces six organisations, cette mesure, en ciblant certaines des organisations les plus anciennes et les plus respectées, ainsi que celles jouissant d'une grande réputation internationale, sert à faire peur aux autres organisations palestiniennes. Il faudrait voir cette désignation comme une offensive totale contre les défenseurs des droits de l'homme palestiniens et leur société civile, particulièrement contre leurs démarches pour parvenir à la mise en responsabilité et à la justice.

Des attaques et des campagnes contre les organisations palestiniennes des droits de l'homme et autres organisations de la société civile ont été menées depuis des années par les autorités israéliennes. Comme expliqué dans un [rapport](#) publié en avril 2021 par l'Observatoire pour la Protection des Défenseurs des Droits de l'Homme, ces pratiques se sont

intensifiées au cours des six dernières années, dans le contexte du bouleversement provoqué par l'administration Trump aux États Unis et l'ouverture attendue d'une enquête par la Cour Pénale Internationale. Le rapport a trouvé que les stratégies mises en place par le gouvernement israélien ont un triple objectif : un, désorganiser les voix critiques de la société civile en les désignant et les dishonorant et en les étiquetant comme « terroristes » ou « antisémites » ; deux, faire pression sur les institutions pour qu'elles n'offrent plus de tribune aux voix et aux perspectives des Palestiniens en recherche des responsabilités et de la justice ; trois, faire activement pression pour tarir les sources de financement des organisations palestiniennes, spécialement celles qui ont fait partie des marches de la société civile pour finir les responsabilités. Avoir recours à des mesures d'intimidation et de harcèlement, à de nouvelles lois restrictives, à du harcèlement administratif ou judiciaire et à une pression accrue sur les donateurs internationaux qui soutiennent ces organisations est avéré être des tactiques efficaces pour stabiliser les ONG et affaiblir les défenseurs des droits de l'homme.

Ces tactiques ont également ciblé d'autres acteurs, dont des organisations essentielles de santé en Palestine telles que le [Comité de Travail sur la Santé](#), qui apporte un soutien médical aux communautés vulnérables, et les [défenseurs d'un mandat de l'ONU](#), qui jouent un rôle essentiel en documentant les violations israéliennes.

Défenseurs de Première Ligne condamne fermement la décision et les allégations de terrorisme portées contre ces organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme en réponse à leur travail pacifique pour défendre ces droits. Les défenseurs des droits de l'homme ne sont pas des terroristes. Cette évolution dénote une grave expansion de la politique et des pratiques systématiques d'Israël pour réduire au silence les défenseurs palestiniens des droits de l'homme à la recherche de la justice et de la responsabilité pour les violations des droits de l'homme des Palestiniens. Cette attaque met par ailleurs en grand danger l'avenir de la protection des enfants, des droits des femmes, des droits des prisonniers et la possibilité de nourrir l'information sur les violations des droits de l'homme.

## **Recommandations**

Défenseurs de Première Ligne appelle toutes les parties prenantes à États, Organismes internationaux, entreprises et autorités chargées de faire respecter la loi à rejeter clairement et sans équivoque les accusations de terrorisme portées contre les organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme et les défenseurs palestiniens des droits de l'homme.

La communauté internationale, dont l'UE et ses États membres, devrait se tenir fermement aux côtés des défenseurs palestiniens des droits de l'homme en condamnant publiquement cette agression flagrante contre le mouvement palestinien des droits de l'homme et en exhortant le ministre israélien de la Défense à abroger immédiatement la désignation des six organisations de défense des droits de l'homme en tant que « organisations terroristes », montrant clairement qu'il ne faudrait jamais utiliser la législation sur l'antiterrorisme pour contraindre le travail légitime sur les droits de l'homme. L'UE et ses États membres devraient également continuer de financer ces organisations pour leurs activités légitimes sur les droits de l'homme et imiter la récente décision des États Unis de mettre sur liste noire le Groupe NSO. Défenseurs de Première Ligne appelle à un moratoire mondial immédiat sur l'exportation, la vente, le transfert et l'utilisation de la technologie de surveillance jusqu'à ce qu'un cadre

---

élémentaire adéquat en matière de droits de l'homme soit mis en place.

---

<sup>1</sup> Ces documents ont été partagés avec les gouvernements européens à partir de mai 2021.

<sup>2</sup> Le Comité de Travail sur la Santé est une organisation palestinienne dont l'activité porte sur la santé des femmes et des enfants. En mars 2021, deux de ses anciens employés ont été arrêtés par Israël à leur organisation avait précédemment mis fin à leur emploi. L'organisation a déclaré organisation à terroriste le 22 janvier 2020, avec la même détermination que celle exercée sur les 6 organisations dans cette déclaration. Le 13 avril 2021, [Juana Ruiz Sanchez](#), Espagnole mariée à un Palestinien et coordinatrice de projet dans l'organisation, a été arrêtée et est détenue depuis. Le 9 juin, les forces israéliennes ont fermé pour 6 mois le bureau du Comité de Travail sur la Santé. Le 7 juillet, [Shatha Odeh](#), directrice de l'organisation, a été arrêtée chez elle, des accusations fabriquées ont été déposées contre elle et elle est toujours en détention.

### Violations :

[#Diffamation](#) [#Campagne de Dénigrement](#) [#Harcèlement judiciaire](#) [#Surveillance](#)

### Droits

[#Droits de l'Homme](#) [#Autodétermination](#)

### Localisation

[#Région : Moyen Orient et Afrique du Nord](#) [#Territoire Palestinien Occupé](#)

### DDH et Organisations

[Shawan Jabarin](#), [Salah Hammouri](#), [Shatha Odeh Abu Fannouneh](#), [Association Addameer de Soutien aux Prisonniers et aux Droits de l'Homme](#), [Ubai Al-Aboudi](#), [Ghassan Halaika](#)

Traduction : J.Ch pour l'Agence Média Palestine

Source : [Front Line Defenders](#)

**date créée**  
2021/11/11